

CHAP. 112

Loi concernant la succession de feu Simon Lacombe

[Sanctionnée le 9 mars 1906]

Préambule.

ATTENDU que demoiselle Emélie Lacombe, demoiselle Marie Lacombe, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, du village de Notre-Dame des Neiges-Ouest, district de Montréal, dame Elizabeth Lacombe, du même endroit, épouse séparée de biens d'Arthur Yale, bourgeois, du même endroit, et ce dernier pour autoriser sa femme aux fins des présentes, l'honorable Napoléon Charbonneau, juge de la Cour supérieure pour le district de Richelieu, résidant à Sorel, dans le dit district, agissant en sa qualité de tuteur à demoiselle Emilienne Charbonneau, sa fille mineure, issué de son mariage avec feu Mathilde Lacombe, et François Desmarchais, bourgeois, du même endroit, agissant aux présentes en sa qualité de curateur dûment nommé à la substitution créée par le testament de feu Simon Lacombe, ont, par leur pétition, représenté :

Que feu Simon Lacombe a fait son testament solennel devant M^{re} A. Lecours, notaire, à Saint-Laurent, près de Montréal, le 21 mai 1879, lequel testament a été enregistré le 8 janvier 1881 ;

Que, par ce testament, il a été fait une masse unique de tous les biens dépendant de la communauté de biens qui existait entre le défunt et dame Emélie Durand dit Desmarchais, son épouse, disposition particulière que la dite dame Emélie Durand dit Desmarchais, survivante, a acceptée après la mort de son mari ;

Que tous les biens du défunt, y compris ceux de la dite communauté de biens, ont été légués, d'abord à la dite dame Emélie Durand dit Desmarchais, "pour par elle en jouir en usufruit sa vie durant seulement, en par elle gardant viduité, pour les dits biens meubles et immeubles retourner ensuite en pleine propriété à Paul Lacombe", seul enfant du sexe masculin né du dit mariage ;

Que Paul Lacombe est décédé avant sa mère, savoir le 20 janvier 1895, sans laisser d'enfants ; et que la dite dame Emélie Durand dit Desmarchais est décédée elle-même le 16 juin 1905 ;

Qu'aucun autre enfant né du mariage du dit Simon Lacombe et de la dite dame Emélie Durand dit Desmarchais n'était nommément appelé à recueillir les biens aux lieu et place du dit Paul Lacombe, mais que le dit testament disait que "dans tous les cas, le décès de l'un de mes dits enfants

profitera aux autres", et indiquait une intention, de la part du testateur, de conserver les biens dans sa descendance ;

Que le testateur, par son testament, a eu l'intention de pourvoir à l'aliénation volontaire de ses biens ; il a autorisé son épouse, avec le concours de son fils, à vendre quelques-uns ou partie des dits immeubles s'ils jugent nécessaire d'effectuer telle vente ; et il a autorisé son fils, Paul Lacombe, à hypothéquer et vendre soit pour faire le paiement des legs, soit dans le cas où il y trouverait du bénéfice ;

Que la dite dame Lacombe, avec le concours de son fils Paul Lacombe, a donné un certain immeuble à trois des pétitionnaires, par acte passé à Montréal, le 17 mars 1891, devant M^{re} A. Chauret, notaire, et que le droit de faire la dite donation a été depuis l'objet de doutes considérables ;

Que le dit testateur avait raison d'espérer que, dans l'ordre ordinaire des choses, son fils, Paul Lacombe, survivrait à sa mère et pourrait donner effet, pendant de nombreuses années, aux volontés de son père, quant à la disposition des biens ;

Que des doutes très sérieux ont été soulevés quant au droit des possesseurs actuels d'aliéner les biens, comme ayant succédé aux droits de Paul Lacombe, ou de les faire vendre comme biens substitués, vu la prohibition d'aliéner stipulée dans une autre partie du testament ;

Qu'il est évident que feu Simon Lacombe, par son testament, a entendu pourvoir à l'aliénation et à la disposition de ses biens, mais que, par suite de la mort prématurée de son fils et légataire unique, cette volonté du défunt ne peut s'exécuter ;

Attendu que les pétitionnaires ont demandé qu'une loi soit passée à l'effet de faire disparaître les doutes soulevés, et de pourvoir à la nomination de trois personnes qui exerceront les pouvoirs donnés au légataire maintenant décédé, et qui seront chargées d'administrer les dits biens et de les aliéner au besoin, lorsque l'intérêt de la succession le demandera ;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Demoiselle Emélie Lacombe, l'une des pétitionnaires, Arthur Yale, mari de l'une des dites pétitionnaires, et l'honorable Napoléon Charbonneau, juge de la Cour supérieure, sont par les présentes constitués en un bureau d'administration dont les pouvoirs seront ceux définis par les articles du Code civil concernant la fiducie ; et les dits administrateurs ou la majorité d'entre eux auront droit de vendre, aliéner, hypothéquer, transporter les biens de la dite succession, par

Bureau d'administration
constitué.
Ses pouvoirs.

vente privée ou autrement, suivant qu'ils jugeront convenable, ainsi que toutes les affaires de la dite succession, ratifier les ventes déjà faites, et donner quittance valable et indiscutable de tout prix de vente ou de toute dette due à la dite succession.

Remplaçants
dans les cas
de démission
ou de décès.

2. Dans le cas où l'un des dits administrateurs-fiduciaires, pour une raison quelconque, voudrait démissionner, il aura droit de se choisir un remplaçant par acte notarié. Dans le cas de décès de l'un d'eux, les deux autres nommeront son remplaçant, par acte notarié également, si l'administrateur décédé ne l'a pas fait préalablement lui-même par acte notarié ou par testament.

Prix de vente
réalisé. Son
placement.

3. Le prix de vente réalisé devra être placé suivant les dispositions de la loi concernant les placements des biens appartenant à autrui, sans que les acquéreurs ou débiteurs soient en aucune façon tenus d'y voir ; l'intérêt sur les dits placements sera partagé annuellement entre les quatre souches de la dite succession jusqu'au partage final, s'il y a lieu.

Partage des
intérêts.

Aliénation
d'un certain
immeuble.

4. Il sera aussi loisible aux dits administrateurs fiduciaires, avec le concours des deux filles célibataires de feu Simon Lacombe, de vendre et aliéner l'immeuble qui a fait l'objet de la donation passée à Montréal devant M^{re} A. Chauret, notaire, le 17 mars 1891, ainsi que la maison et les dépendances construites sur le dit immeuble, et de donner quittance valable et définitive du prix de vente ; le produit de la vente de cet immeuble sera placé séparément suivant la loi concernant la fiducie, et l'intérêt en sera payé à qui de droit.

Placement du
prix de la
vente.

Héritiers peu-
vent transi-
ger entre eux
sur la vali-
dité et l'effet
de la dona-
tion.

Les héritiers, légataires et donataires de feu Simon Lacombe et de dame Emélie Desmarchais, savoir : delle Emélie Lacombe, delle Marie Lacombe, dame Elizabeth Lacombe, épouse séparée de biens d'Arthur Yale, et delle Emilienne Charbonneau, personnellement, quand elle sera majeure ou émancipée ou par son tuteur qui est spécialement autorisé à cette fin avant cette date, pourront en aucun temps transiger entre eux sur la validité et l'effet de la dite donation, établir la proportion du lot vacant dans la valeur totale de l'immeuble avec ses constructions, et de partager le prix de vente de façon à décharger les administrateurs de cette partie de la fiducie.

Héritiers au-
torisés à pro-
céder à un
partage défi-
nitif, à l'amia-
ble.

5. Les dits héritiers et légataires sont aussi autorisés, et le tuteur à delle Emilienne Charbonneau est autorisé à procéder en aucun temps à un partage définitif, à l'amiable et sans aucune formalité judiciaire, de tous les dits biens, après que les

immeubles auront été vendus, et à donner quittance finale et décharge entière aux dits administrateurs.

6. Les dispositions du dit testament et de la dite donation qui ne sont pas affectées par la présente loi demeureront en pleine force et effet. Testament et donation restent en force.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

CHAP. 113

Loi ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robinson

[Sanctionnée le 9 mars 1906]

ATTENDU que Lawrence M. Lambe, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, géologue, dame Gertrude M. Lambe, épouse séparée de biens de Percy H. Selwyn, d'Ottawa susdit, secrétaire, par lui dûment autorisée, dame Sarah M. Lambe, épouse séparée de biens de Arthur A. H. Harris, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, employé de chemin de fer, par lui dûment autorisée, et demoiselle Elizabeth H. Lambe, demoiselle Margaret M. Lambe, demoiselle Annie M. Lambe et demoiselle Agnes M. Lambe, toutes de Montréal susdit, filles majeures, et Melbourne M. Lambe, de Montréal susdit, gentilhomme, agissant avec l'assistance de son conseil judiciaire, John L. Morris, du même endroit, conseil du roi, les vendeurs dans l'acte de vente ci-après reproduit, ont, par leur pétition, représenté que des doutes ne sont élevés quant au pouvoir de Melbourne M. Lambe de vendre son intérêt dans le lot vendu, et ont demandé la passation d'une loi pour ratifier et confirmer un acte de vente du lot du cadastre numéro mil huit cent quatre-vingt-quatorze (1894) du quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, à James Robinson, de Montréal susdit, marchand, acquéreur au dit acte de vente; et attendu qu'il est à propos de faire droit à la dite demande;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'acte de vente passé devant E. W. H. Phillips, notaire, à Montréal, le quinzième jour de janvier, mil neuf cent six, Acte de vente du 15 janvier 1906, ratifié.